



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

SOUS-PREFECTURE DE VALENCIENNES

Service des Associations  
B. P. 469  
59322 VALENCIENNES cédex  
Dossier suivi par Mme Hutin  
tél. : 03.27.14.59.45  
e-mail : sylvie.hutin@nord.gouv.fr

Le numéro W596001810  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION**  
**de l'association n° W596001810**

Ancienne référence  
de l'association :  
0596007439

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

PREFET DU NORD

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **17 mars 2016**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

**VALENCIENNES UNIVERSITE CLUB - V.U.C.**

dont le siège social est situé : Université  
Le Mont Houy  
59300 Valenciennes

Décision(s) prise(s) le(s) : **16 septembre 2013**

Pièces fournies : liste des dirigeants

Valenciennes, le 06 avril 2016

Le Sous-Préfet

Pour le Sous-Préfet et par Délégué  
Le secrétaire administratif

Florence MAGRO DORIGNY



Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.